

Quelques aspects socio-spatiaux de la présence italienne en Belgique au tournant des années 2010

Geoffrey PION (IGEAT-ULB)

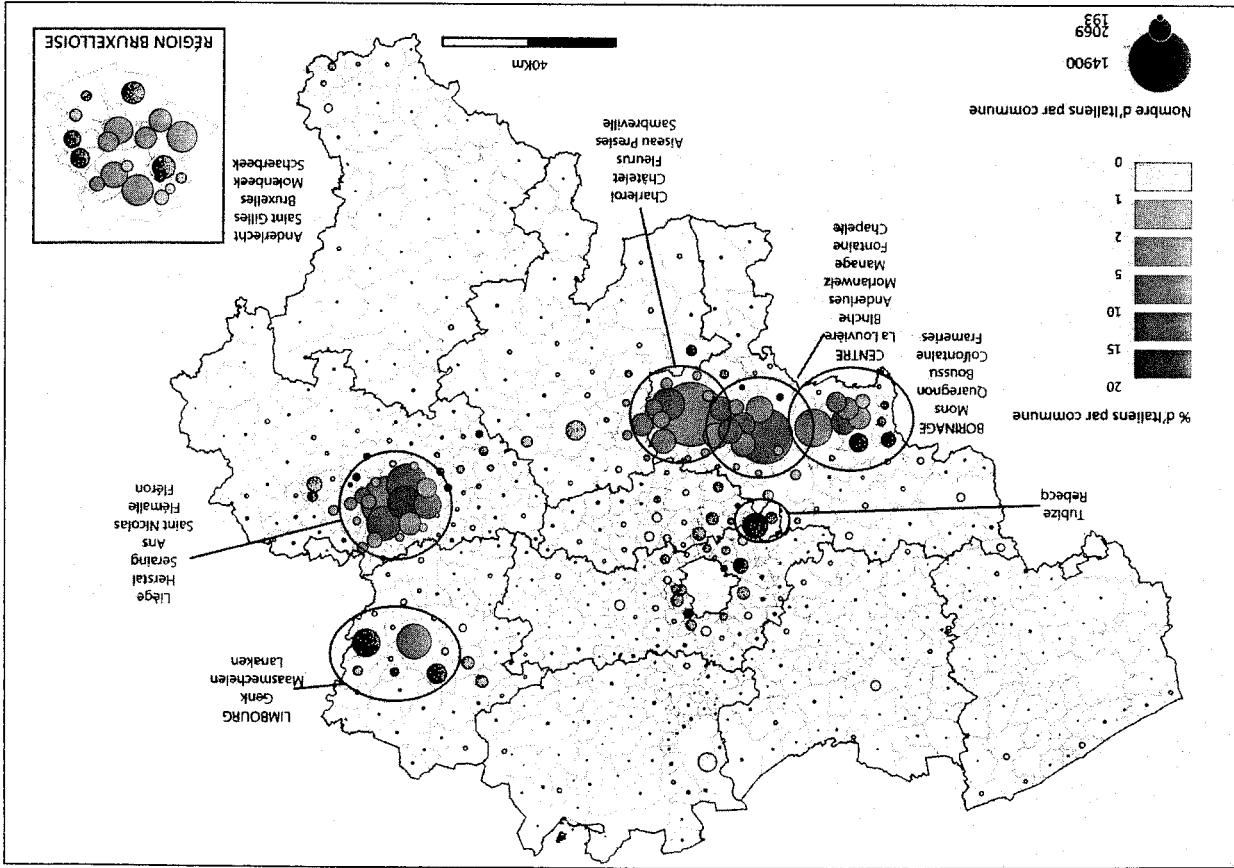
Depuis l'article de Grimmeu (2004) sur la géographie des étrangers de Belgique, plus aucune recherche quantitative sur la première communauté étrangère de Belgique ne semble avoir été réalisée. La littérature sur cette communauté est très majoritairement composée de monographies historiques, sociologiques ou politiques mais peu de travaux semblent essayer de synthétiser ces travaux qualitatifs locaux.

Nous tenterons donc ici de présenter et de commenter quelques cartes à propos des Italiens de Belgique dans leur dimension spatiale, évidemment, mais aussi démographique, sociologique et économique. Cette petite introduction n'a d'ambitions que de permettre de visualiser à l'échelle de la Belgique des phénomènes souvent constatés par ailleurs dans la littérature sur le sujet. Ce mini-atlas des Italiens de Belgique permettra aussi de servir de support visuel aux nombreuses études qualitatives présentées dans ce livre.

Au 1^{er} janvier 2008, 170.000 Italiens sont enregistrés en Belgique par les statistiques belges, ce qui en fait toujours la première nationalité étrangère du pays devant les Français (130.000) et les Néerlandais (123.000). Malgré l'ancienneté de l'immigration italienne, la population de nationalité italienne reste donc très importante et se stabilise, au contraire des Marocains ou des Turcs dont beaucoup ont pris la nationalité belge. Notons que les chiffres de l'A.I.R.E (Anagrafe degli Italiani Residenti all' Estero), qui diffèrent souvent de ceux diffusés par le pays d'accueil selon Pugliese (2007), font état à la fin des années 2000 de presque 200.000 Italiens en Belgique. Les phénomènes de double nationalité et d'acquisition de la nationalité belge non couplée à une désinscription des registres belges de l'A.I.R.E expliquent probablement cette différence.

Sur la carte 1, on a étudié le nombre absolu d'Italiens par commune belge (taille du cercle) et la proportion qu'ils représentent dans la population communale en 2006 (trame = niveaux de gris). Quatre pôles d'implantation majeurs sont observables : le Hainaut du Borinage à Charleroi, la région liégeoise, le Limbourg et la région bruxelloise. Dans certaines communes hennuyères ou liégeoises, les Italiens représentent toujours près de 15 % de la population comme à Chapelle-lez-Herlaimont, Ans, La Louvière ou Grace-Hollogne, sans compter la population belge d'origine italienne. Charleroi est la ville accueillant le plus d'Italiens en nombre absolu (près de 20.000) suivie par La Louvière et Liège. Notons enfin que les Italiens sont quasi absents d'une grande partie de la Flandre (provinces de Flandre-Occidentale, Flandre-Orientale et d'Anvers). Les registres de l'A.I.R.E nous ont permis de connaître le lieu de naissance des Italiens de Belgique. En moyenne, 52 % des Italiens de Belgique sont nés en Belgique, 44 % en Italie et 3 % dans d'autres pays. Mais cette proportion varie fortement selon les communes et nous renseigne sur l'ancienneté de l'immigration italienne. Ainsi, le taux d'Italiens nés en Italie varie de 19 à 60 % selon les communes¹. La carte 2 montre cette variation spatiale et fait apparaître plusieurs informations sur l'ancienneté de l'immigration italienne. Deux régions ont une forte proportion d'Italiens nés en Italie : d'une part les communes du sud-est de Bruxelles particulièrement autour des institutions européennes (Eterbeek, Ixelles, Bruxelles), d'autre part Liège et les communes ouvrières alentour. Dans le premier cas, la forte proportion d'Italiens nés en Italie s'explique par le caractère récent de l'immigration italienne dans ces communes venue en région bruxelloise pour travailler dans les administrations européennes, des associations et lobbies en lien avec le Parlement européen ou des multinationales implantées dans la capitale européenne. Dans le second cas, il s'agit essentiellement d'Italiens plus âgés arrivés dans les années 1950-1960 et qui ne sont pas retournés au pays comme beaucoup d'autres. Pourquoi une telle différence entre les Italiens de Liège et du Hainaut ? La question reste en suspens, mais peut être qu'une immigration italienne plus récente s'est elle dirigée vers Liège et pas vers le Hainaut. Constatons enfin que c'est dans les communes péri-urbaines aisées du sud de Charleroi que la proportion d'Italiens nés en Italie est la plus faible. Notre hypothèse que nous tenterons de confirmer par la suite serait qu'il s'agit ici d'Italiens de deuxième ou troisième génération qui ont gardé la nationalité italienne et connu une élévation de leur statut social, ce qui les a amenés à aller vivre dans l'Entre Sambre et Meuse. Dans la grande majorité des communes limbourgeoises et hennuyères, le taux de naissance en Italie oscille entre 37 et 45 %, un peu en dessous donc de la moyenne nationale.

1 On n'a tenu compte pour la suite de ce travail que des communes comptant plus de 100 Italiens inscrits au registre de l'A.I.R.E soit près de 150 communes belges.



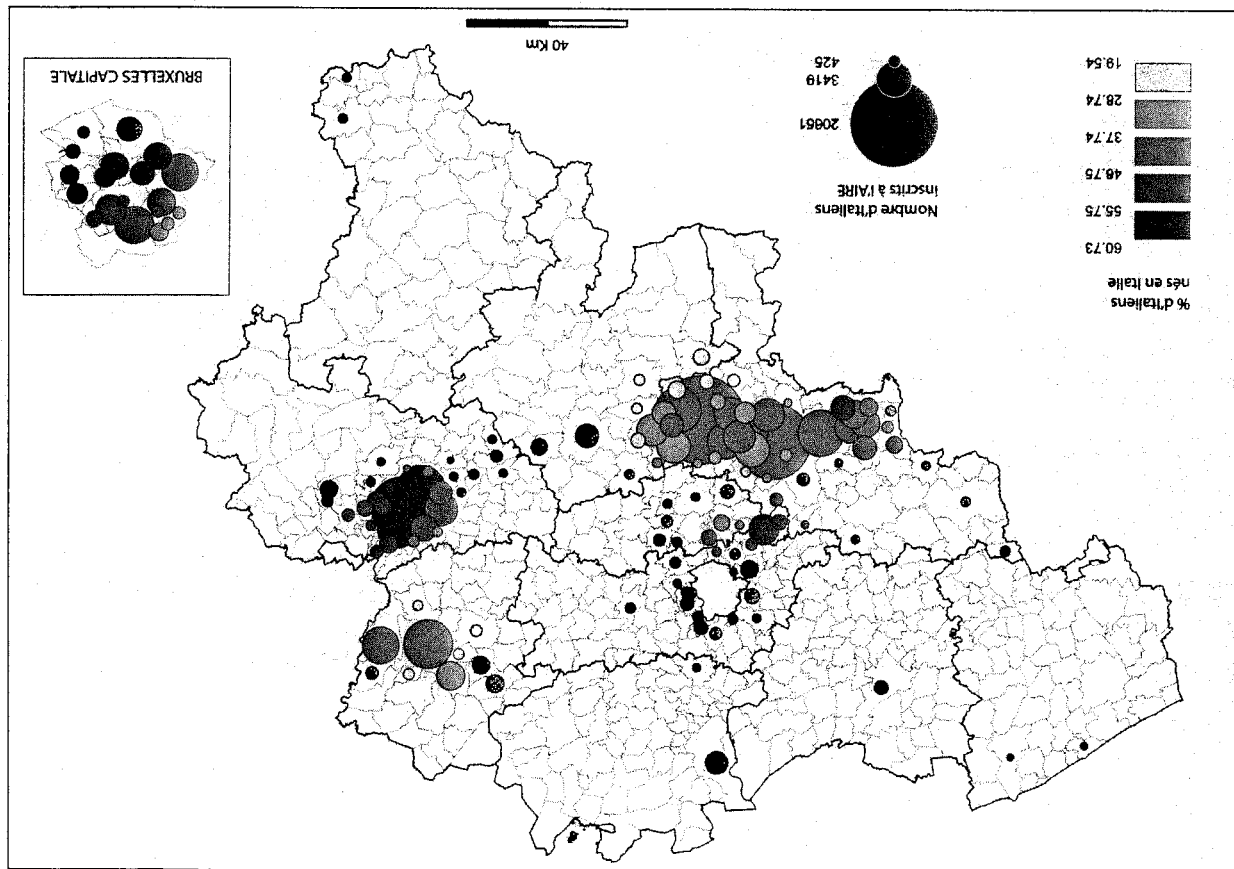
Carte 1. Localisation des Italiens de Belgique (2006).

Source : INS 2006 – Cartographie : G. Pion (11.2010).

Sur les cartes 3a, 3b et 3c, on a réalisé une synthèse statistique et cartographique de l'origine régionale des Italiens de Belgique. Pour cela, nous avons utilisé les données des A.I.R.E consulaires qui nous renseignent sur la provenance de référence de tous les Italiens inscrits sur les registres, qu'ils soient nés en Italie ou pas. Afin de résumer les grandes tendances régionales des communes belges, nous avons lancé une analyse en composante principale (ACP) qui a pour objectif de réduire et synthétiser l'information fournie par de nombreuses variables (ici la proportion d'Italiens originaires de chacune des 18 régions italiennes) en quelques-unes. Ainsi, au lieu de proposer des cartes sur la variation au sein des communes belges de la part d'Italiens originaires de chaque région, on a synthétisé toutes ces informations par trois variables synthétiques appelées "facteurs". Le premier facteur oppose statistiquement les communes belges qui ont une forte proportion d'Italiens originaires d'Italie méridionale (Iles, Calabre, Pouilles, Molise, Basilicate...) en blanc (environ 75 % des Italiens de Belgique), à celles où les Italiens sont plus largement originaires des régions économiquement et administrativement les plus importantes d'Italie (Latium, Piémont, Lombardie, Ligurie) en noir (autour de 10 %). La carte 3a se lit donc : plus le cercle (qui représente le nombre absolu d'Italiens par commune belge) est clair, plus les Italiens sont originaires du sud de l'Italie, plus il est foncé, plus ils viennent des régions concentrant le pouvoir économique et politique italien.

Cette carte 3a montre donc une opposition saisissante entre Bruxelles (à l'exception des communes populaires d'Andenne, Molenbeek-Saint-Jean, Forest et Saint-Gilles) et le reste du pays. La région bruxelloise et sa périphérie, qu'elle soit en Flandre ou en Wallonie, voit sa population italienne être sur tout originaire du nord-ouest de l'Italie et des régions de la côte occidentale (Latium, Toscane, Ligurie). Ce sont globalement des travailleurs italiens arrivés ces vingt dernières années pour exercer leur métier à Bruxelles. Ils résident essentiellement dans les communes aisées du sud-est de Bruxelles et de la périphérie brabançonne. A l'inverse, les Italiens vivant dans le reste de la Belgique, que cela soit dans le sillon wallon ou dans le Limbourg, sont majoritairement originaires du sud de l'Italie.

La carte 3b oppose en blanc les communes où les Italiens du Sud sont plutôt originaires du sud de la botte (Calabre, Pouilles, Basilicate, Abruzzes) représentant en moyenne 30% des Italiens de Belgique) à celles en noir où les Siciliens sont majoritaires (38% des Italiens de Belgique) sont originaires de Sicile). Dans certaines communes du Borinage, à La Louvière, en région liégeoise et au nord du canal en région bruxelloise, 50 à 60 % des Italiens



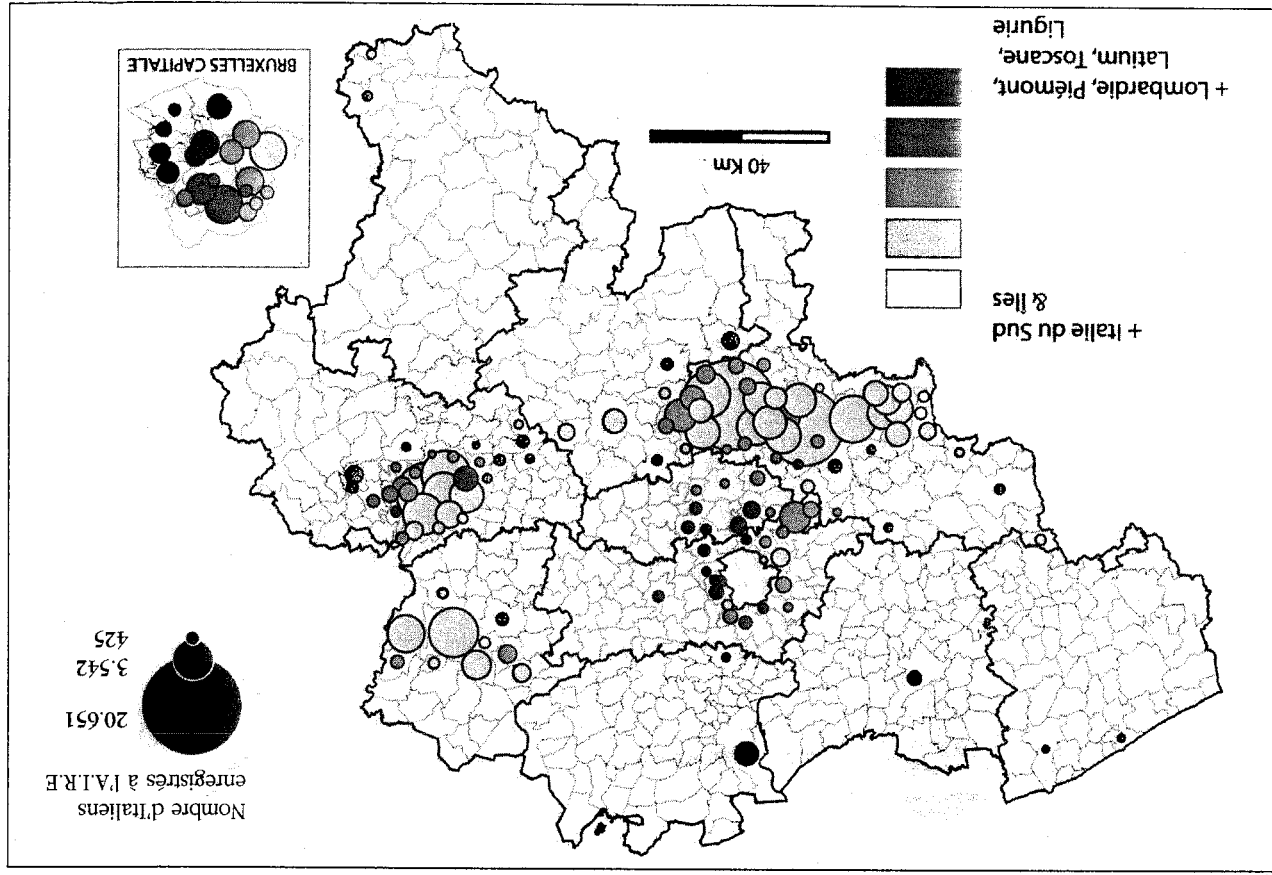
Carte 2. Part des Italiens de Belgique nés en Italie (2008).

Source : Registres de l'A.I.R.E de Bruxelles, Charleroi, Genk, Liège et Mons 2008 - Cartographie : G. Pion (01.2011).

sont originaires de Sicile, principalement des provinces d'Enna, d'Agrigente et de Caltanissetta. A l'inverse, dans le Limbourg, en région hutoise et dans une moindre mesure dans le Pays Noir, les Italiens proviennent plus de Calabre (Andenne, Limbourg), des Pouilles (Marchin, Limbourg, Sombreffe) ou des Abruzzes (Dour, Hensies, Courcelles).

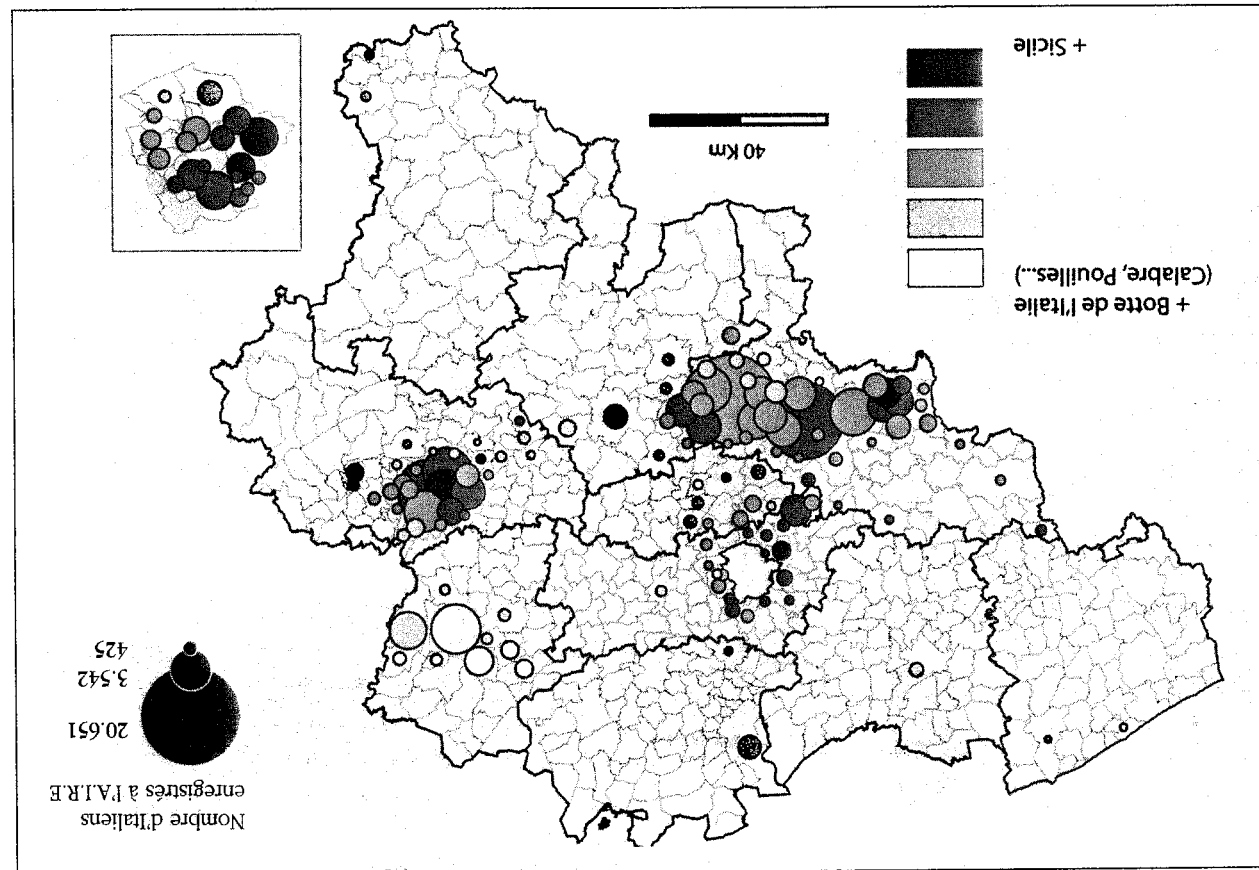
La carte 3c oppose les communes présentant une sur-représentation des Italiens originaires du nord-est de l'Italie (en noir) à celles où les personnes originaires des Marches, de Campanie et de Sardaigne sont plus nombreuses qu'ailleurs (en blanc). Ainsi, les Italiens du Frioul, de Vénétie et du Trentin sont bien implantés dans les communes péri-urbaines situées au sud des métropoles carolorégiennes et liégeoises, autour de Huy, ainsi qu'au nord du sillon industriel hennuyer, soit pour résumer autour des anciennes régions industrielles wallonnes. A l'inverse, les communes limbourgeoises, bruxelloises, du Centre et du Borinage connaissent une sur-représentation des Italiens originaires des Marches (Limbourg, Thudinie), de Campanie (Centre) et de Sardaigne (Borinage, Limbourg).

Trois facteurs permettent donc de résumer la répartition régionale des Italiens en Belgique. Je n'ai pourtant pas parlé ici de toutes les régions italiennes, belges et des situations locales. De nombreux flux, relations privilégiées entre communes italiennes et belges ne sont pas relatés, mais maintenant qu'un tel fichier est disponible, il sera possible à l'avenir de mieux comprendre d'un point de vue socio-spatial les migrations italiennes en Belgique, à la fois dans la migration Italie-Belgique que dans celles éventuelles, postérieures, au sein de la Belgique. De même, il est désormais envisageable de réaliser une nouvelle étude statistique sur l'une ou l'autre émigration régionale italienne en Belgique à partir de ces données.



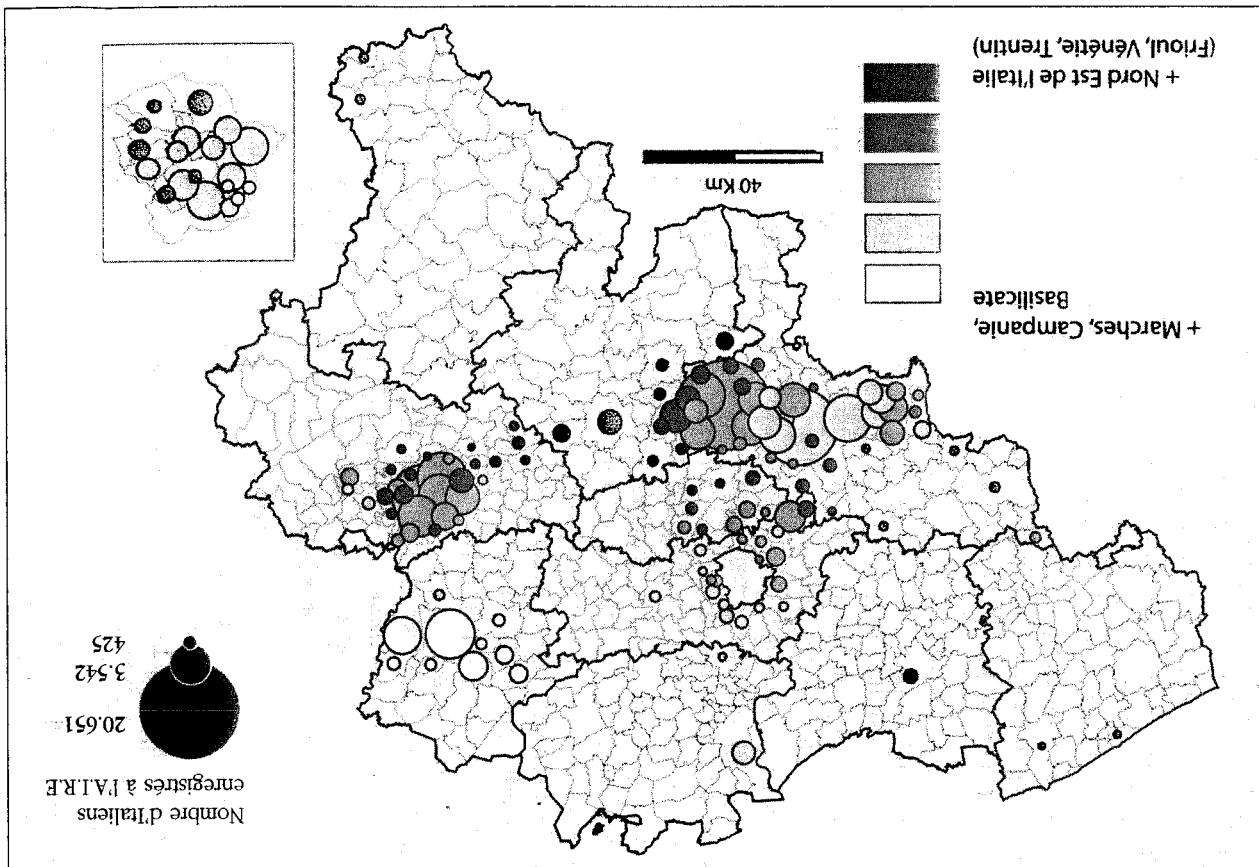
Carte 3a. Origines régionales des Italiens de Belgique (2008).

Source : Registres de l'A.I.R.E. de Bruxelles, Charleroi, Genk, Liège et Mons - Cartographie : G. Pion (01.2011).



Carte 3b. Origines régionales des Italiens de Belgique (2008).

Source : Registres de l'A.I.R.E. de Bruxelles, Charleroi, Genk, Liège et Mons – Cartographie : G. Pion (01.2011).



Carte 3c. Origines régionales des Italiens de Belgique (2008).

Source : Registres de l'A.I.R.E. de Bruxelles, Charleroi, Genk, Liège et Mons – Cartographie : G. Pion (01.2011).

Afin de traiter à la fois des conditions socio-économiques et de l'histoire de l'immigration italienne en Belgique, nous avons étudié, sur les cartes 4a, 4b et 4c, d'une part le taux de diplômés du supérieur, de chômeurs et de propriétaires parmi les Italiens de Belgique et, d'autre part, l'écart entre ce taux et celui du reste de la population communale. Sur les cartes du bas, plus le cercle¹ est clair, plus la part d'Italiens – par exemple propriétaires – est supérieure proportionnellement à celle du reste de la population de la commune² ; plus il est foncé, plus ils sont sous-représentés.

En premier lieu, sur la carte 4a, on remarque l'opposition saisissante en ce qui concerne le niveau de diplôme entre le sud-est de la région bruxelloise et son prolongement dans le Brabant, et le reste du pays. Dans les communes bourgeoises bruxelloises et brabançonnaises, plus d'un tiers des Italiens ont un diplôme supérieur contre moins de 10 % dans la majorité des communes du sillon industriel wallon et du Limbourg. Les Italiens des villes de Liège, Namur et Mons comptent une proportion légèrement supérieure de hauts diplômés de même que ceux des communes péri-urbaines au sud des agglomérations carolorégiennes et liégeoises. Si l'on compare ce taux à celui du reste de la population, il apparaît globalement que les Italiens sont sous-diplômés par rapport au reste de la population et, particulièrement dans le Limbourg, dans la partie est de la région liégeoise mais aussi au nord du canal à Bruxelles ainsi qu'à Forest. Dans ces régions, le taux moyen de hauts diplômés étant plus important que dans le Hainaut ou dans la vallée de la Meuse, les Italiens sont encore plus sous-diplômés relativement au reste de la population. On notera que seules quelques communes (Woluwe-Saint-Lambert, Hoeilaart, Overijse, Kraainem) ont un pourcentage d'Italiens pourvus de diplômes élevés supérieur à celui du reste de la population. Il s'agit ici d'Italiens occupant des fonctions dirigeantes dans l'administration européenne ou dans les sièges sociaux de multinationales implantés à Bruxelles.

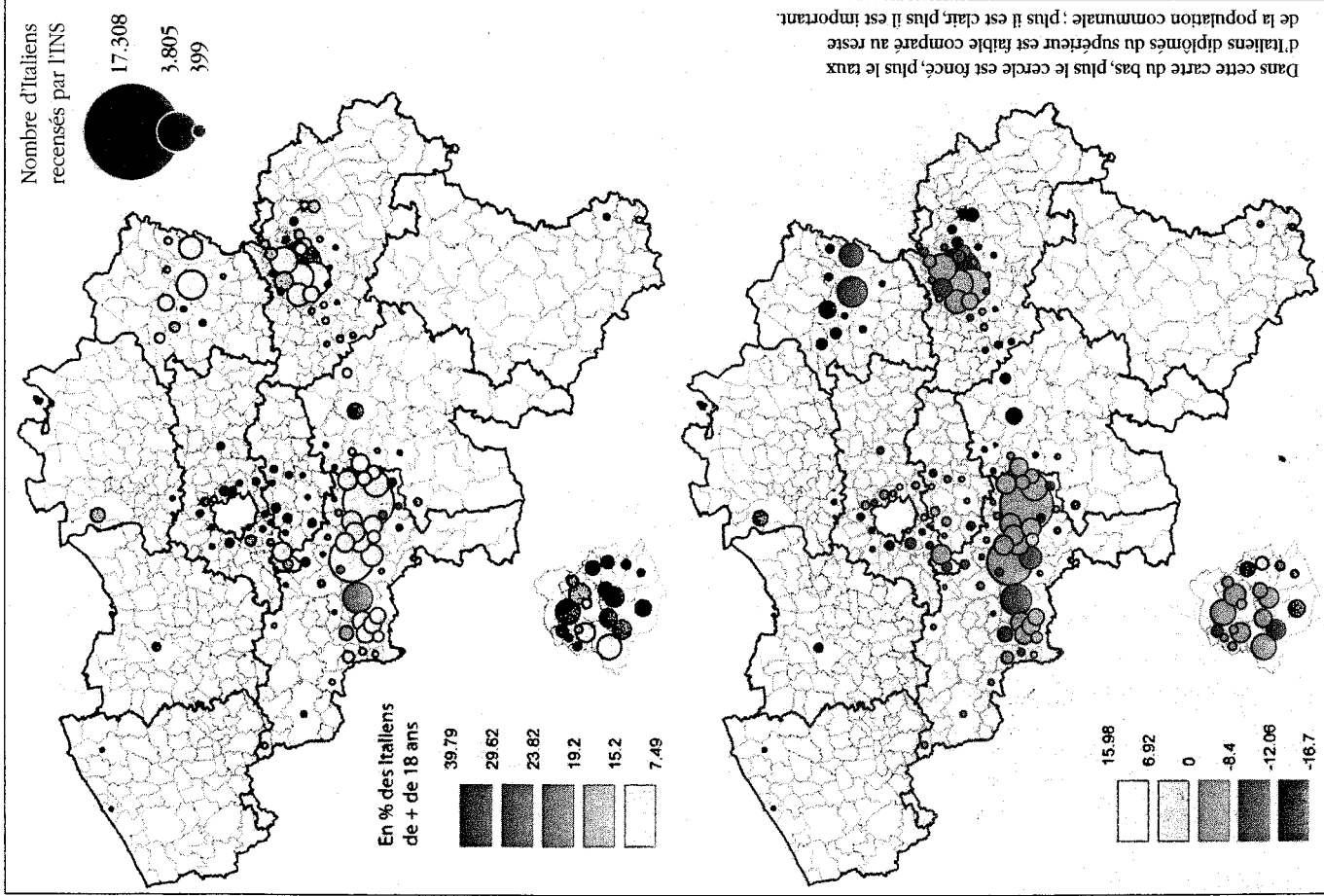
Dans un second temps, sur la carte 4b, nous avons étudié le taux de chômage, par rapport aux actifs, des Italiens de Belgique. S'il est minimal (en dessous de 10 %) dans la plupart des communes péri-urbaines aisées autour de Bruxelles, Charleroi et Liège, il frôle les 30 % à Charleroi et Flandres, dans le Borinage ainsi qu'à Saint-Gilles, Molenbeek-Saint-Jean et Saint-Josse, soit les communes les plus pauvres de Belgique. Le taux de chômage est bien plus faible dans les anciennes communes industrielles limbourgeoises que dans les wallonnes, signe de la reconversion mieux opérée en Flandre qu'au sud du pays. La différence entre le taux de

chômage des Italiens et des autres actifs met en exergue le fait que les Italiens de l'arrondissement de Charleroi (surtout à l'est de la ville) sont moins touchés par le chômage que le reste de la population, même si la proportion de chômeurs resté parmi les plus fortes du pays. Il en est de même à Seraing, autour de Huy et dans le centre de la région bruxelloise même si, dans ce dernier cas, le taux de chômage est bien inférieur à celui enregistré dans le Hainaut. A l'inverse, les Italiens sont sur-représentés parmi les chômeurs dans le Borinage, dans le Limbourg et dans une moindre mesure en région liégeoise, verviétoise et dans les communes limitrophes de la région bruxelloise. C'est dans ces régions que la situation sociale des Italiens semble la plus préoccupante de par la difficile reconversion économique qui les frappe encore plus que le reste de la population. Notons ici que nous comparons la situation des Italiens avec celle du reste de la population et non pas uniquement des Belges, ce qui dans les régions connaissant une forte proportion d'étrangers extra-européens peut changer beaucoup de choses. Ainsi, en moyenne 9,7 % des Belges sont au chômage en 2001 contre 21 % des Italiens de Belgique et 39 % des étrangers extra-européens. Terminons en disant que le décalage en ce qui concerne le chômage est d'ailleurs beaucoup plus important en Flandre (14,2 % de chômeurs chez les Italiens contre 6,2 % chez les Belges) qu'à Bruxelles (18,3 % contre 15,8 %).

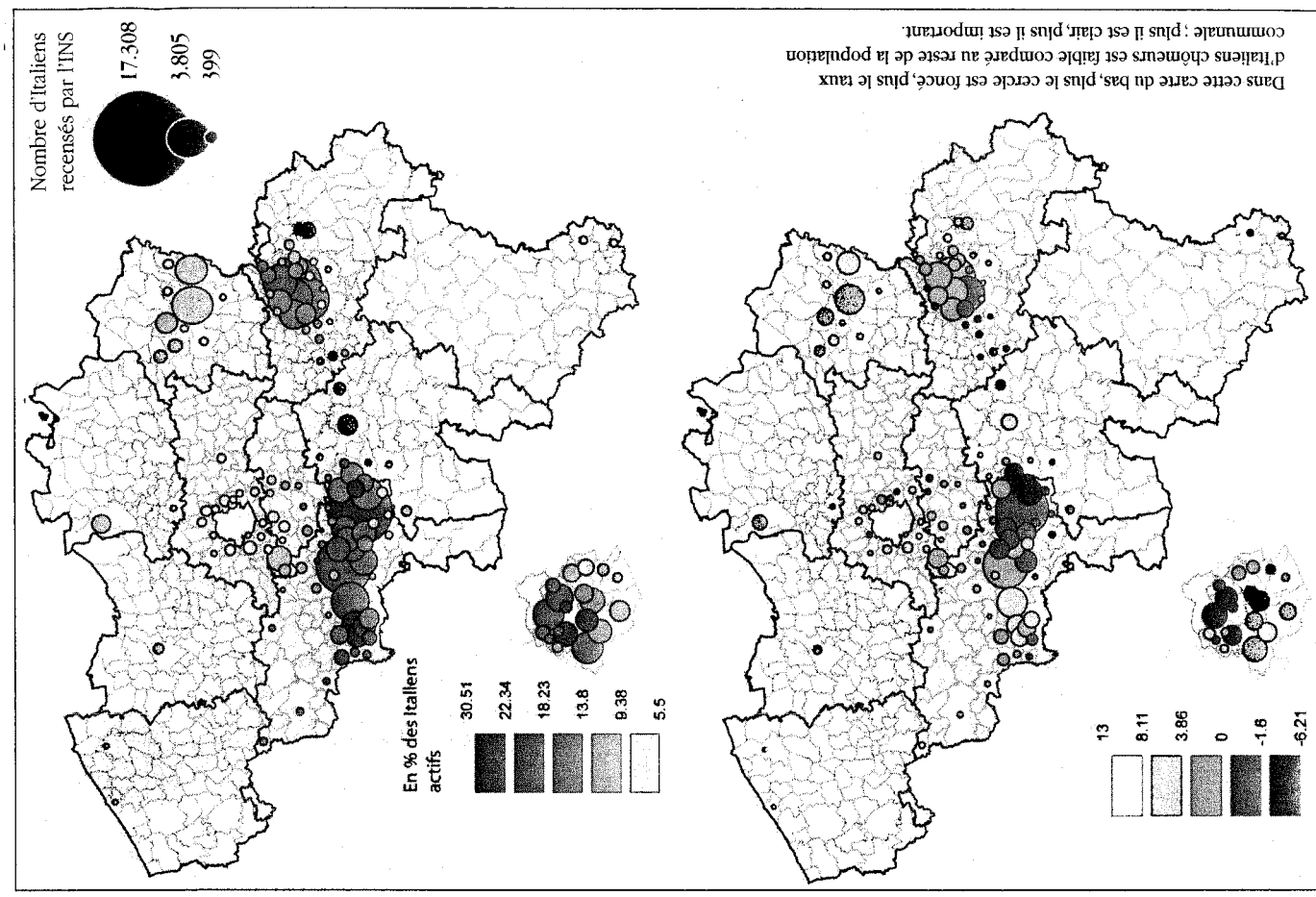
Enfin, la carte 4c concerne les Italiens propriétaires de leur logement. Ce taux oscille entre 28 et 86 % selon les communes. Alors que ce taux est minimal à Bruxelles, particulièrement dans la majorité des communes péri-urbaines wallonnes et limbourgeoises. On notera que la proportion d'Italiens propriétaires est aussi très importante dans les villes wallonnes de Liège, Charleroi et Mons alors que c'est dans l'urbain dense que l'on trouve traditionnellement le plus faible taux de propriétaires en Belgique. En comparant cette proportion avec celle du reste de la population, on mesure l'importance de la propriété pour les Italiens de Belgique, comme l'ont montré Morelli (1991) et Cumoli (2007). Dans presque toutes les communes wallonnes ainsi qu'au nord du canal à Bruxelles, on a un taux de propriétaires supérieur de 6 à 15 points chez les Italiens par rapport aux autres habitants. La présence nombreuse de maisons ouvrières, petites et peu chères, dans le sillon wallon explique en partie le fait que de nombreux Italiens ont pu devenir propriétaires. Cela ne nous renseigne cependant pas sur le *standing* de ces propriétés qui doit être faible, ne correspondant pas forcément aux standards de notre époque. Dans le Limbourg, le taux très élevé de propriétaires en général, le coût élevé du logement par rapport à la Wallonie et l'absence de corons vieillissants et bon marché expliquent probablement la sous-représentation des Italiens parmi les propriétaires de leur logement à l'exception de Genk.

1. Toujours proportionnel au nombre absolu d'Italiens recensés mais par l'INS belge cette fois en 2001.

2. Belges et autres étrangers confondus.



Carte 4a. Niveau socio-économique des Italiens de Belgique. Les diplômés du supérieur (2001).
Source : Enquête socio-économique de l'INS, 2001 – Cartographie : G. Pion (02.2011).



Carte 4b. Niveau socio-économique des Italiens de Belgique. Les chômeurs (2001).
Source : Enquête socio-économique de l'INS, 2001 – Cartographie : G. Pion (02.2011).

Conclusion

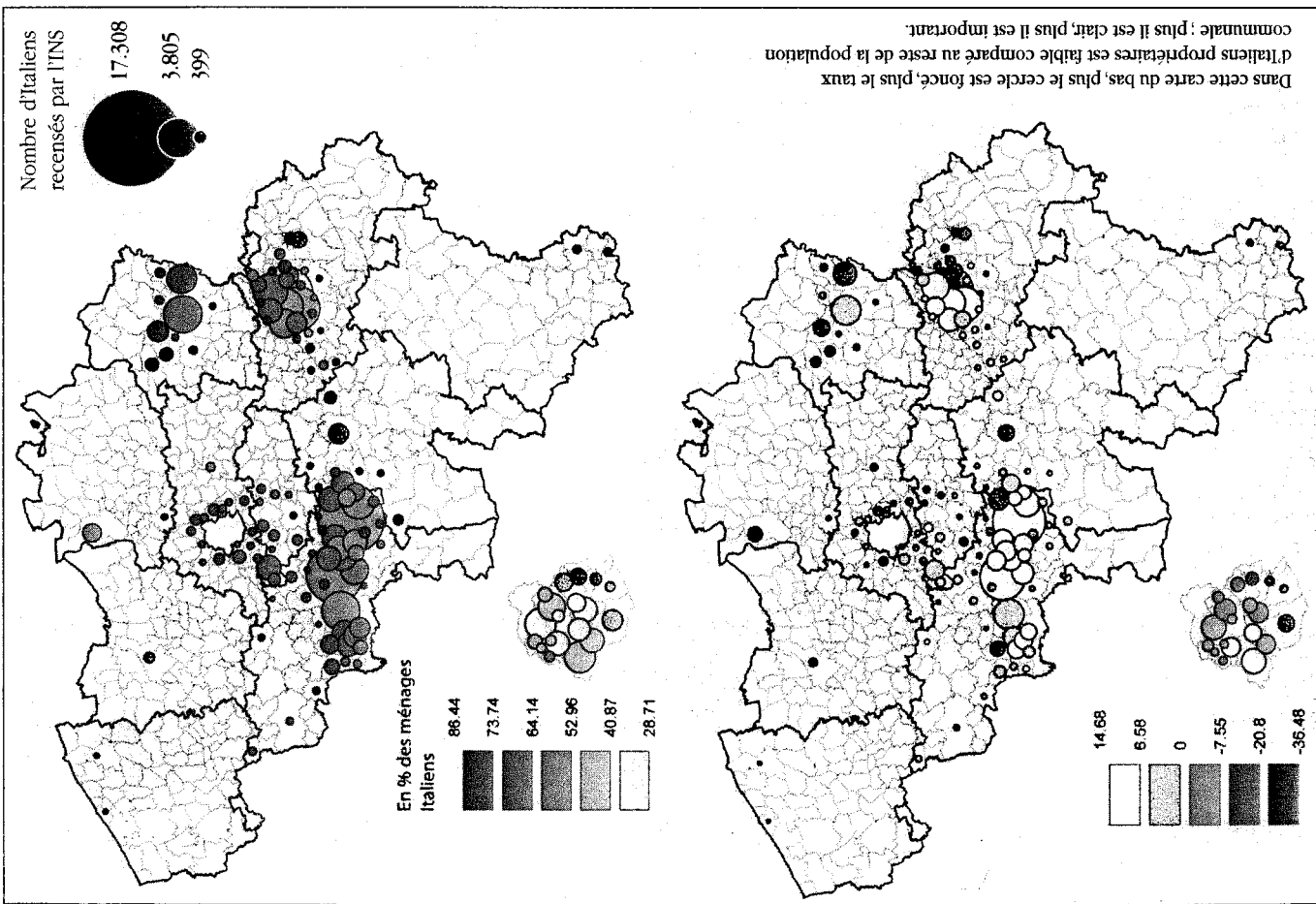
Ces cartes traitant de données issues à la fois des consulats italiens et des statistiques générales belges nous permettent de tenter de retracer l'histoire de l'immigration italienne en Belgique de manière statistique et spatiale.

Si les Italiens sont arrivés de pratiquement toute l'Italie, souvent de régions rurales ou montagnardes pauvres, ils sont issus de plusieurs vagues d'immigration depuis le XIX^e siècle, la première massive dans l'entre-deux-guerres et la dernière ayant encore cours, de façon plus modeste en termes d'effectifs.

La première décrite par Morelli (2004) date de l'entre-deux-guerres et concerne principalement des Italiens du Nord : Frioul, Vénétie, Lombardie, Piémont, Emilie Romagne¹. Provenant notamment de régions montagnardes ces populations à dominante masculine trouvent à s'employer vers les régions industrielles d'alors, liégeoise et hennuyère essentiellement, mais aussi à Bruxelles. Une immigration politique, d'antifascistes et de communistes fuyant le régime mussolinien, eut aussi lieu à cette époque. La loi italienne basée sur le droit du sang a transmis la nationalité italienne à des générations de descendants italiens que l'on retrouve aujourd'hui un peu partout en Belgique, mais particulièrement dans les régions péri-urbaines de Wallonie. Leurs ancêtres étaient arrivés via des réseaux de travail ou avaient transité par les grandes régions industrielles wallonnes mais les seconde et troisième générations ont pu élever leur condition sociale et quitter petit à petit les banlieues désindustrialisées et paupérisées wallonnes. Ainsi, au sud et à l'est de Liège et dans l'Entre Sambre et Meuse, les Italiens du Nord-Est semblent avoir suivi le processus classique belge d'accès à la maison quatre façades dans le péri-urbain des grandes villes. Cette vague d'immigration et ses descendants représentent environ 10 % des Italiens de Belgique.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'accord de 1946 entre la Belgique et l'Italie, important massivement des travailleurs italiens pour les mines de charbon, signa le début de la grande vague d'immigration italienne. Jusqu'en 1950, ce sont essentiellement des Italiens du Nord-Est, surtout via les réseaux pontificaux, qui migrent dans les bassins miniers pour travailler dans l'industrie, minière essentiellement (Morelli, 2004). Puis, progressivement et jusqu'à la fin de l'immigration massive italienne à la fin des années 1950,

1 Quelques milliers d'Italiens vivaient déjà en Belgique à l'époque, principalement à Bruxelles, mais n'étaient pas arrivés de manière systématique et massive comme par la suite. Voir MORELLI (2004) et DE MARET (2011) dans ce livre.



Carte 4c. Niveau socio-économique des Italiens de Belgique. Les propriétaires (2001).
Source : Enquête socio-économique de l'INS, 2001 – Cartographie : G. Pion (02.2011).

ce sont des Italiens du Sud (Sicile, Sardaigne, Pouilles, Calabre, Abruzzes, etc.) qui vont venir travailler en Belgique. Les concessions minières s'occupant généralement du recrutement envoient leurs émissaires en Italie dans diverses régions. Si, dans le sillon wallon, on recrute une majorité de Siciliens, dans le Limbourg, les mines plus récentes et mieux équipées comme celle de Waterschei opèrent leur recrutement dans le sud de la botte. Par ailleurs, la présence de concentrations provinciales italiennes dans certaines communes wallonnes (Teramo/Dour-Hensies ; Nuoro-Sassari/Mons-Bousu-Saint-Ghislain ; Chieti-Pescara/Courcelles-Roux) laisse à penser que certains flux d'émigration privilégiés ont aussi eu lieu entre des villages italiens et un charbonnage wallon – par exemple, le cas de la relation entre Vico del Gargano dans les Pouilles et Marchin en province de Liège (Goffin, 1989). Toujours est-il que, cinquante ans après la fin de cette vague d'émigration de travail, les Italiens du Sud et leurs descendants qui représentent près de trois quarts des Italiens de Belgique semblent encore vivre enracinés pour une majorité d'entre-eux dans la région belge dans laquelle ils sont arrivés dans les années 1950-1960. Désormais, ces Italiens se caractérisent par un fort taux de chômage, à peu près au niveau de l'ensemble de la population, par une sous-qualification très marquée et par un taux de propriété foncière très important, supérieur à celui du reste de la population. On notera aussi le fait que ceux vivant en région liégeoise sont plus fréquemment nés en Italie, signe peut-être d'un moindre taux de retour des Italiens "liégeois". Les Italiens, et notamment les Siciliens, sont aussi très présents dans les communes populaires bruxelloises, le long du canal. Certains d'entre eux sont arrivés en Belgique à la fin du XX^e siècle mais d'autres ont transité par la Wallonie industrielle avant de s'installer dans la capitale. Cette mobilité au sein de l'espace belge ne semble cependant pas avoir influé leur niveau socio-économique et éducatif qui est bas et proche de celui des Italiens "wallons".

Enfin, la troisième vague, plus diffuse dans le temps mais pas dans l'espace, dure depuis les années 1980. Il s'agit d'Italiens très diplômés, au contraire des premières vagues d'émigration, venant essentiellement occuper des postes de cadres dans les administrations européennes ou les sièges sociaux. Provenant des régions qui concentrent le pouvoir politique, administratif et économique italien comme le Latium, la Lombardie et le Piémont, ils se répartissent dans les communes aisées du quart sud-est de Bruxelles et des alentours selon une logique assez nette : plus ils sont récemment arrivés en Belgique, plus ils habitent près des institutions européennes, plus ils s'intègrent à la société belge et plus ils se dirigent vers les communes.

bourgeoises du Brabant flamand et du Brabant wallon. Ils ne représentent cependant qu'environ un dixième des Italiens.

Ce mini-atlas des Italiens de Belgique propose donc une approche socio-spatiale quantitative de l'immigration italienne mais je n'ai pu y insérer les jeunes Italiens tout récemment arrivés et nombreux, notamment dans la capitale. Si de nombreuses questions restent en suspens et que la plupart des interprétations n'en sont qu'au stade de l'hypothèse, ces données statistiques sur la première communauté étrangère du pays permettront je l'espère d'envisager avec intérêt des recherches quantitatives plus poussées sur l'immigration italienne en Belgique.

geofpion@ulb.ac.be

Bibliographie

- CUMOLI, F. (2007), "Perdus dans le paysage : la prolongation de la culture rurale italienne dans les bassins miniers de Wallonie", Revue belge d'histoire contemporaine, XXXVII, n° 3-4, pp. 429-444.
- GOFFIN, M.L. (1989), *Micro-sociologie de la communauté italienne de Marchin*, Mémoire de sociologie, Bruxelles, ULB.
- GRIMMEAU, J.P. (2004), "Vagues d'immigration et localisation des étrangers en Belgique", in MORELLI, A. (éd.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Couleur livres, pp. 109-121.
- MORELLI, A. (Coord.) (1991), *Ca ressemble à l'Italie. Spécificités de l'habitat italien en Wallonie et à Bruxelles*, L'Incontro dei Lavoratori, Bruxelles.
- MORELLI, A. (2004), "L'immigration italienne en Belgique aux XIX^e et XX^e siècles", in MORELLI, A. (éd.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique : de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleur livres, pp. 201-214.
- PUGLIESE, E. (2007), "Le vote des Italiens de l'étranger : la surprise de 2006", Conférence au CERJ, projet transversal "Migrations et relations internationales", 26.02.2007, Paris.

Les débits de boissons, restaurants et commerces alimentaires italiens à Bruxelles avant la Première Guerre mondiale

Olivier DE MARET (VUB)¹

La cuisine et l'alimentation italiennes font désormais partie intégrante du panorama gastronomique belge, comme du patrimoine européen et mondial. Cette constatation est le résultat de l'évolution politique, économique et sociale de l'Italie, ainsi que la conséquence de la présence de nombreux Italiens sur le territoire belge depuis plus d'un siècle. Si on associe souvent l'immigration italienne en Belgique au travail minier de l'après-guerre, ce phénomène migratoire prit en réalité son envol à la fin du XIX^e siècle et eut alors Bruxelles comme centre névralgique. On estime qu'entre 1876 et 1915 environ 14 millions d'Italiens émigrèrent (45 % du nord, 20 % du centre et 35 % du sud de l'Italie) à destination de l'Europe (44 %), de l'Amérique du Nord (31 %) et de l'Amérique du Sud (24 %)². Les recensements de la population étrangère en Belgique de 1890, 1900 et 1910 estiment à 1.711, 3.543 et 4.490 les Italiens sur le territoire, dont 1.852 résidaient dans Bruxelles et son agglomération en 1910³. En s'installant, ces Italiens transposèrent et confrontèrent leurs coutumes culinaires et habitudes alimentaires au contexte bruxellois. Originaires de diverses régions, parlant des dialectes différents et s'identifiant plus souvent avec leur village qu'avec la nation

- 1 Je remercie Anne Morelli, Peter Scholliers, Federica Baroni et Anneke Geysen pour leurs précieux conseils, suggestions et commentaires.
- 2 Donna R. GABACCIA, *Italy's Many Diasporas*, University of Washington Press, Seattle, 2000, pp. 2 et 4 (sur base des chiffres de Gianfausto Rosoli).
- 3 Michel DUMOULIN, *Hommes et cultures dans les relations italo-belges, 1861-1915*, dans BULLETIN DE L'INSTITUT HISTORIQUE BELGE DE ROME, n° 52-1982, pp. 352-357. La population de Bruxelles-Ville au 1^{er} janvier 1889 serait de 174.686 individus d'après l'*Annuaire officiel du commerce et de l'industrie de Bruxelles et des communes limitrophes*, 1890, Bruxelles, p. 37. La population de l'agglomération bruxelloise était estimée à 455.872 (1889, p. 433).